

Mardi 17 Septembre 2019

PAYS-HAUT | Société

Finances publiques : vers la fin des trésoreries ?

Trésoreries et centres des finances publiques fermés ou au fonctionnement perturbé, ce lundi. En Meurthe-et-Moselle comme ailleurs, les agents étaient en grève contre la réorganisation du réseau des finances publiques. Dans le Pays-Haut, cela se traduirait par la fermeture d'au moins trois trésoreries.



Les centres des impôts de Longwy (ci-dessus) et du Val de Briey étaient fermés ce lundi. « On veut le maintien d'un service public de proximité », martèle l'intersyndicale. Photo RL /Stéphane MALNORY

"Centre des finances exceptionnellement fermé aujourd'hui", pouvait-on simplement lire ce lundi à Longwy. Le centre des impôts du Val de Briey était, lui, plus cash : "Fermeture pour grève".

Deux formulations mais un même et unique coup de gueule. En Meurthe-et-Moselle comme ailleurs, les agents des impôts n'ont pas travaillé ce 16 septembre.



Ils sont vent debout contre la réorganisation programmée du réseau des finances publiques. *Le centre des impôts de Briey, ce 16 septembre. Selon l'intersyndicale, « 43 % des agents du département se sont mis en grève ».* Photo RL /Samuel MOREAU

Nord 54 : trois trésoreries condamnées ?

Ladite réforme se traduirait par une réduction des effectifs, combinée à la fermeture de plusieurs trésoreries. Celles de Jarny, Audun-le-Roman et Longwy seraient ainsi gommées du paysage. Dans un an pour les deux premières citées, en 2023 pour la trésorerie de la cité des Émaux. « Avec toutefois un maintien d'une antenne de proximité à Longwy », croit savoir Franck Stocker, secrétaire adjoint de la CGT Finances Publiques 54 et porte-parole de l'intersyndicale (Solidaires Finances Publiques, CGT, FO, CFDT, CFTC).

Un agent CAF pour vos impôts ?

Quant aux deux autres trésoreries condamnées, leurs charges seraient transférées au centre des impôts du Val de Briey. Ce site ne passerait donc pas à la trappe. [Une fermeture redoutée par ses agents dans nos colonnes](#), en juillet dernier. Mais Dominique Babeau, le directeur départemental des finances publiques, avait alors assuré : « Non seulement le site va être maintenu, mais il sera renforcé. » « C'est effectivement les éléments qu'on a », confirme Franck Stocker.

Mais pour le syndicaliste, le cheval de bataille reste le maintien des trésoreries*. « Le gouvernement veut les supprimer pour les remplacer par des maisons de service au public. Sauf que ce sont des services fourre-tout avec un voire deux agents pour informer et guider l'utilisateur en général. Vous imaginez, vous, un agent CAF vous parler de fiscalité ou vous éclairer sur vos impôts ? »

Suppression de postes

De même, ces structures ne devraient pas être aussi nombreuses que les trésoreries. « Les gens devront prendre leur voiture pour faire 20 km. Le but de cette réforme est de supprimer tout accueil physique. Nos dirigeants veulent que tout se fasse par téléphone ou par Internet. Sauf que les trois-quarts des usagers souhaitent un véritable accueil physique. Et nous, agents, nous voulons un véritable maintien d'un service public de proximité. »

La direction départementale des finances publiques n'a pu être contactée. Mais d'après Franck Stocker, « 43 % des agents du département étaient en grève ce lundi. Environ 1 600 emplois vont être supprimés en France et une quinzaine dans le 54 ».

* Les trésoreries assurent la gestion budgétaire et comptable des collectivités locales et de leurs établissements publics. En milieu rural ou périurbain, elles sont également compétentes pour le recouvrement des impôts et offrent aux particuliers un accueil fiscal de proximité. Certaines trésoreries sont par ailleurs chargées du recouvrement des amendes.

G. I.